

Congrès Finances de l'Université de Strasbourg
(28 juin 2011)

Déclaration des élus Agir Ensemble au Conseil d'administration

*(avec le soutien du SNESUP-FSU, du SNCS-FSU, du SNASUB-FSU,
de SUD Education Uds, du SNPREES-FO et de l'UNEF)*

Les élus *Agir Ensemble* au Conseil d'administration, avec le soutien des six organisations syndicales signataires, tiennent à faire connaître les raisons pour lesquelles ils voteront contre la *Lettre d'orientation budgétaire* proposée par le Président pour l'année 2012.

Les graves difficultés financières auxquelles doit aujourd'hui faire face notre établissement ne sauraient être totalement imputées à un Etat qui n'honore pas ses engagements, même si sa responsabilité est grande et doit être encore vigoureusement dénoncée. Le coût véritable de la fusion, largement sous-estimé, les charges supplémentaires liées à l'autonomie et aux RCE ainsi qu'une gestion stratégique et politique imprévoyante et parfois irresponsable expliquent dans une grande mesure la cure d'austérité à laquelle nous serions maintenant contraints, comme nous le promet la *Lettre d'orientation budgétaire* proposée par le Président. Cette lettre vient mettre définitivement un terme au mythe par lequel a été vendue l'excellence de l'autonomie et de la fusion : la rationalisation des moyens et les économies d'échelle promises ne sont toujours pas au rendez-vous et il est à craindre qu'elles ne le soient pas avant de longues années.

Bien loin de tenir compte des avertissements répétés de l'intersyndicale *Agir Ensemble* et d'autres élus, l'équipe présidentielle n'a pas su anticiper la dérive financière de notre établissement. Nous tenons à rappeler que lors du Congrès de juin 2010 nous n'avions approuvé le bilan financier 2009 qu'avec réserves. Et lors du CA du 4 janvier 2011, à l'occasion de la présentation retardée du budget 2011, les élus *Agir Ensemble* avaient voté contre ce budget marqué par un transfert important de crédits des missions fondamentales de l'université - formation et recherche - vers les fonctions supports et les services centraux, transfert se traduisant par une baisse moyenne des dotations aux composantes de 15% et par une amputation du budget recherche estimé à 1,4 millions. Depuis, nous devons encore déplorer la disparition de l'appel à projet du Conseil scientifique, les difficultés de financement du référentiel des tâches ou encore des dépenses de consultance ou d'études juridiques dont nous considérons que notre université aurait dû avoir la sagesse de faire l'économie. Quand une université paie depuis 2 ans des intérêts moratoires conséquents dès le printemps, nous estimons qu'il est peu responsable d'engager par exemple 139 000 euros dans une étude juridique pour la création d'un Data center.

N'ayons pas peur de le dire : l'Uds a vécu et vit encore au-dessus de ses moyens. Nourrie dans un premier temps par l'euphorie de la fusion et l'illusion d'un budget rendu en partie confortable par les montants des réserves fin 2008, croyant ensuite un peu naïvement aux promesses du ministère, notamment pour la mise en œuvre des RCE, se lançant enfin dans la course à l'excellence et aux levées de fonds avec des budget

communication et consultance substantiels, l'équipe présidentielle a engagé des dépenses très certainement inconsidérées, sans même que le CA ait été consulté sur ces engagements. Même si l'augmentation des dépenses salariales (6% en 2011, soit 15 millions d'euros), correspond pour un tiers à des engagements pris envers les personnels tant par la présidence que par le ministère - et nous veillerons à ce qu'ils soient respectés -, il faudra produire l'analyse sincère et objective des raisons ayant conduit à ce qui pourrait être perçu comme une dérive et établir clairement si des défauts de stratégie financière n'en sont pas responsables. L'absence de toute DBM avant septembre en raison de ses reports techniques successifs met en cause, malgré tous les efforts déployés par les personnels, les conditions de la maîtrise du nouvel outil comptable et financier SIFAC ainsi que des défauts d'anticipation des problèmes liés à son entrée en service, pourtant bien prévisibles. C'est toute l'organisation financière de l'université et de ses composantes qui se trouve ainsi affectée en chaîne par ces retards considérables et les coûts fonctionnels et financiers qu'ils induisent.

Dans ce contexte financier critique, la Lettre d'orientation budgétaire pour 2012 témoigne d'une prise de conscience louable. Mais si nous soutenons l'engagement à sanctuariser les moyens financiers dédiés à la résorption de la précarité, certaines orientations proposées nous semblent particulièrement risquées. Parmi ces orientations, la plus inquiétante consiste dans l'abandon - auquel la présidence semble consentir - des presque 17 millions que l'Etat doit à notre établissement. La politique de recouvrement de ces recettes a été jusqu'à ce jour inefficace. Comme nous l'avions déjà suggéré il y a un an, nous demandons que notre congrès, en adoptant une motion vigoureuse, manifeste unanimement auprès du Ministère notre exigence que les engagements financiers de l'Etat soient honorés dans les meilleurs délais et en appelle, si besoin, à l'arbitrage du Premier ministre, notamment pour les engagements du plan quadriennal précédent des trois universités, dont la manne promise avait motivé le soutien de nombreux administrateurs au processus de la fusion.

Nous ne pouvons plus accepter aujourd'hui que les budgets récurrents consacrés à la recherche et à l'offre de formation, ceux des composantes également, servent de variable d'ajustement à une gestion de la pénurie causée par le désengagement de l'Etat. En aucun cas les organisations syndicales signataires n'accepteront que les personnels de notre université aient à subir les conséquences sociales et financières d'une politique irresponsable.

Les élus *Agir Ensemble* au CA, avec le soutien
du SNESUP-FSU, du SNCS-FSU, du SNASUB-FSU,
de SUD Education UdS, du SNPRES-FO et de l'UNEF